

# QUELLE SOCIÉTÉ POUR MON EXPLOITATION AGRICOLE ?

Comparatif des SCEA, GAEC, GFA  
exploitants, EARL et SARL de famille

L'expert-comptable  
vous accompagne dans vos démarches

[www.experts-comptables.fr](http://www.experts-comptables.fr)

# SOMMAIRE

Introduction	3
Généralités	4-7
Apports	8-9
Parts sociales	10-11
Associés	12-15
Gérance	16-17
Terres et formalités de constitution	18-19
Droits d'enregistrement	20-21
Imposition des bénéfices	22-23

# INTRODUCTION



Comment devenir associé d'une Société civile d'exploitation agricole (SCEA) ou d'un Groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) ?






Peut-on céder les parts sociales d'un Groupement foncier agricole (GFA) exploitant ?

La SARL de famille est-elle obligatoirement soumise à l'impôt sur les sociétés ou peut-elle être soumise à l'impôt sur le revenu ?  
Quel est le capital social minimum d'une Entreprise agricole à responsabilité limitée (EARL) ?

Société civile ou société commerciale, l'exploitant agricole doit choisir la structure juridique qui convient le mieux à son activité et à son projet.

Cette brochure présente une synthèse des sociétés les plus usuelles et leurs principales caractéristiques.

# GÉNÉRALITÉS



Forme juridique	SCEA	GAEC		GFA (exploitant)	EARL	SARL de famille
<b>TEXTES</b> 	<p>› <b>Code civil :</b> articles 1832 à 1870-1</p>	<p>› <b>Code civil :</b> article 1832 à 1870-1</p> <p>› <b>CRPM* :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Article L.323-1 à L.323-16 et R.323-8 et suivants</li> <li>• Arrêté du 24 mars 2015 portant statuts types du GAEC</li> </ul>		<p>› <b>Code civil :</b> articles 1832 à 1870-1</p> <p>› <b>CRPM :</b> articles L.322-1 à L.322-24 et R.322-1 à R.322-3</p>	<p>› <b>Code civil :</b> articles 1832 à 1870-1, à l'exception de l'article 1844-5</p> <p>› <b>CRPM :</b> articles L.324-1 à L.324-10 et D.324-2 et suivants</p>	<p>› <b>Code de commerce :</b> articles L.223-1 à L.223-43, L.241-1 à L.241-9 et R.223-1 et suivants</p> <p>› <b>CGI :</b> article 239 bis AA</p>
<b>FORME</b> 	<p>› Société civile</p>	<p>› Société civile particulière</p>		<p>› Société civile particulière</p>	<p>› Société civile particulière</p>	<p>› Société commerciale</p>
<b>OBJET</b> 	<p>› Toute opération de nature civile</p>	<p>› Activités réputées agricoles (article L.311-1 CRPM)</p> <p>› Organisation du travail en commun dans des conditions comparables à celles existantes dans les exploitations à caractère familial (article L.323-3 CRPM)</p>		<p>› Création ou conservation d'une ou plusieurs exploitations agricoles en faire-valoir direct ou en les donnant à bail (article L.322-6 CRPM)</p>	<p>› Exercice d'activités réputées agricoles au sens de l'article L.311-1 CRPM</p>	<p>› Exercice d'activités civiles (dont agricoles) et commerciales</p>
<b>SUPERFICIE D'EXPLOITATION</b> 	<p>› Pas de plafond légal</p> <p>› Soumise au contrôle des structures</p>	<p>› Pas de plafond légal</p> <p>› Soumis au contrôle des structures</p>		<p>› Superficie maximum : ne pas excéder 15 SMI**, sauf pour les GFA familiaux (jusqu'au 4<sup>e</sup> degré)</p> <p>› Soumis au contrôle des structures</p>	<p>› Pas de plafond légal</p> <p>› Soumise au contrôle des structures</p>	<p>› Pas de plafond légal</p> <p>› Soumise au contrôle des structures</p>
<b>AGRÉMENT LORS DE LA CONSTITUTION</b> 	<p>› Constitution libre</p>	<p>› Constitution soumise à l'agrément du préfet du département du siège du GAEC, après avis de la formation spécialisée de la CDOA*** (sur initiative du préfet)</p>		<p>› Constitution libre</p>	<p>› Constitution libre</p>	<p>› Constitution libre</p>

\*Code rural et de la pêche maritime




\*\*\*Commission départementale d'orientation pour l'agriculture

\*\*Surface minimale d'exploitation




## GÉNÉRALITÉS (suite)

Forme juridique	SCEA	GAEC		GFA (exploitant)	EARL	SARL de famille
<p><b>VÉRIFICATION DE CONFORMITÉ EN COURS DE VIE SOCIALE</b></p> 	Néant	<p>› Conformité du fonctionnement du GAEC aux règles spécifiques qui le régissent, soumise à une vérification permanente de la part du préfet du département du siège du GAEC. Le contrôle porte notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les dérogations pour travail extérieur et les dispenses de travail</li> <li>• Les dérogations pour non-respect des conditions d'agrément</li> <li>• Les modifications de fonctionnement du GAEC</li> <li>• Les modifications statutaires</li> </ul>		Néant	<p>› Pas de vérification permanente</p> <p>› Plus de 50% du capital social à détenir par les associés exploitants</p> <p>À défaut, tout intéressé peut demander la dissolution judiciaire dans un délai d'un an (délai porté à 3 ans en cas de décès, ou d'inaptitude à l'exercice de la profession agricole d'un associé exploitant)</p>	› Respect de la condition de parenté
<p><b>CAPITAL SOCIAL</b></p> 	<p>› Pas de minimum</p> <p>› Fixe ou variable</p> <p>› Pas de libération réglementaire des apports en numéraire</p>	<p>› Minimum 1 500 €</p> <p>› Fixe ou variable</p> <p>› Libération du quart au moins des apports en numéraire lors de la constitution</p> <p>› Libération en nature ou en numéraire, au moins égale au capital minimum exigé (article R.323-29 CRPM)</p>		<p>› Pas de minimum</p> <p>› Fixe ou variable</p> <p>› Pas de libération réglementaire des apports en numéraire</p> <p>› Personnes morales limitativement autorisées par la loi (dont la Safer)</p>	<p>› Minimum 7 500 €</p> <p>› Fixe ou variable (si le capital devient inférieur à 7 500 €, régularisation dans un délai d'un an)</p> <p>› Plus de 50% du capital à détenir par les associés exploitants</p>	<p>› Montant libre (les capitaux propres ne doivent pas être inférieurs à la moitié du capital social)</p> <p>› Fixe ou variable</p>

# APPORTS





Forme juridique	SCEA	GAEC		GFA (exploitant)	EARL	SARL de famille
<b>NUMÉRAIRE</b>  	> Oui	> Oui		> Possible, mais si les apports en numéraire sont supérieurs à 30% du capital d'un GFA non familial, celui-ci ne peut exploiter directement	> Oui	> Oui
<b>NATURE</b>  	> Pas de commissaire aux apports > Toute forme d'apport possible : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pleine propriété</li> <li>• Jouissance</li> <li>• Usufruit</li> </ul>	> Pas de commissaire aux apports > Toute forme d'apport possible (voir SCEA)		> Apports en propriété d'immeubles ou de droits immobiliers à destination agricole > Pas de commissaire aux apports > Les apports mobiliers seuls ne sont pas possibles	> Intervention d'un commissaire aux apports, sauf : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Si la valeur d'aucun apport en nature n'excède 30 000 €</li> <li>• Et si la valeur totale de l'ensemble des apports en nature non soumis à l'évaluation d'un commissaire aux apports n'excède pas la moitié du capital</li> </ul> > Toute forme d'apport possible (voir SCEA)	> Intervention d'un commissaire aux apports, sauf : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Si la valeur d'aucun apport en nature n'excède 30 000 €</li> <li>• Et si la valeur totale de l'ensemble des apports en nature non soumis à l'évaluation d'un commissaire aux apports n'excède pas la moitié du capital</li> </ul>
<b>INDUSTRIE</b>  	> Apport ouvrant droit à des parts (partage des bénéfices et de l'actif net) mais ne participant pas à la formation du capital social (article 1843-2 Code civil)	> Possible si l'apport ne correspond pas à l'obligation de participer à l'activité ordinaire exigée, mais à une activité particulière ou qualifiée > Apport ne participant pas à la formation du capital (articles L.323-8 et R.323-30 CRPM)		Voir SCEA	Voir SCEA	> Possible si les statuts le prévoient (article L 223-7 Code de commerce) mais apport ne participant pas à la formation du capital social

## PARTS SOCIALES

Forme juridique	SCEA	GAEC		GFA (exploitant)	EARL	SARL de famille
<b>VALEUR NOMINALE DES PARTS</b> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Pas de minimum</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Minimum 7,5 € (article R.323-27 CRPM)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>› Pas de minimum</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Pas de minimum</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Pas de minimum</li> </ul>
<b>CESSION À DES TIERS</b> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Principe : agrément à l'unanimité de toutes cessions, sauf dispositions statutaires contraires (article 1861 Code civil)</li> <li>› Exception : cession libre au profit de descendants ou d'ascendants d'associés, sauf dispositions statutaires contraires (article 1861 Code civil)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Agrément unanime de tous les associés, sauf dispositions contraires des statuts (article 1861 Code civil)</li> <li>› Unanimité généralement prévue par les statuts types</li> </ul>		Voir SCEA	Voir SCEA	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, sauf majorité plus élevée prévue par les statuts (article L 223-14 Code de commerce)</li> <li>› Cession libre entre associés, conjoints, descendants ou ascendants d'associé, sauf dispositions statutaires contraires (article L 223-13 Code de commerce)</li> </ul>
<b>TRANSMISSION PAR DÉCÈS</b> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Principe : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Transmission des parts aux héritiers ou légataires, personnes physiques</li> <li>• Agrément pour les personnes morales</li> </ul> </li> <li>› Exception : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Clause d'agrément dans les statuts</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Agrément par l'associé ou les associés survivants (statuts types). Dispositions contraires possibles</li> </ul>		Voir SCEA	Voir SCEA	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Libre, sauf dispositions contraires des statuts</li> <li>› SARL ayant opté pour l'IR : obligation de respecter la parenté entre associés après transmission des parts (tolérances administratives dans certains cas)</li> </ul>






# ASSOCIÉS

Forme juridique	SCEA	GAEC		GFA (exploitant)	EARL	SARL de famille
<b>NOMBRE</b> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Minimum : 2</li> <li>› Maximum : pas de limite</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Minimum : 2</li> <li>› Maximum : 10</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>› Minimum : 2</li> <li>› Maximum : pas de limite</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Minimum : 1</li> <li>› Maximum : 10</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Minimum : 1 (EURL)</li> <li>› Maximum : 100</li> </ul>
<b>ACTIVITÉ</b> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Personnes physiques, majeures ou mineures</li> <li>› Personnes morales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Personnes physiques majeures</li> <li>› Safer* possible</li> <li>› Exclusion des personnes morales et des mineurs même émancipés (article L.323-1 CRPM)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>› Personnes physiques ayant la capacité de s'associer</li> <li>› Safer* possible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Personnes physiques majeures ou mineures</li> <li>› Safer* possible</li> <li>› Exclusion des personnes morales (article L.324-1 CRPM)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Personnes physiques : entre parents en ligne directe, entre frères et sœurs, ainsi que les conjoints et partenaires liés par un Pacs (mineurs possibles)</li> <li>› Personnes morales : possible (perte du caractère familial : IS)</li> </ul>
<b>QUALITÉ</b> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Associés exploitants (aucun minimum)</li> <li>› Associés non exploitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Exclusivement associés exploitants, sauf cas de dispense temporaire (articles L.323-7 et R.323- 32 CRPM)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>› Associés exploitants (au moins 1, voir gérance)</li> <li>› Associés non exploitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Associés exploitants (plus de 50% du capital)</li> <li>› Associés non exploitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Associés exploitants (aucun minimum)</li> <li>› Associés non exploitants</li> </ul>
<b>CONJOINT</b> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Seuls deux associés conjoints : possible</li> <li>› Associés conjoints avec d'autres : possible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Seuls deux associés conjoints, partenaires d'un Pacs ou vivant maritalement : possible</li> <li>› Associés conjoints, partenaires d'un Pacs ou vivant maritalement avec d'autres : possible</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>› Seuls deux associés conjoints : possible</li> <li>› Associés conjoints avec d'autres : possible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Seuls deux associés conjoints : possible</li> <li>› Associés conjoints avec d'autres : possible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Seuls deux associés conjoints : possible</li> <li>› Associés conjoints avec d'autres : possible dans le respect des liens de parenté exigés par l'article 239 bis AA CGI</li> </ul>




\*Société d'aménagement foncier et d'établissement rural

## ASSOCIÉS (suite)



Forme juridique	SCEA	GAEC		GFA (exploitant)	EARL	SARL de famille
<b>RESPONSABILITÉ</b> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Indéfinie non solidaire et au prorata des parts dans le capital social</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Responsabilité limitée au double du montant des parts détenues dans le capital (les statuts peuvent prévoir une responsabilité plus étendue voire illimitée)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>› Indéfinie non solidaire et au prorata des parts dans le capital social</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Limitée au montant des apports, sauf engagement contractuel plus étendu</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Limitée au montant des apports, sauf engagement contractuel plus étendu</li> </ul>
<b>DROIT DE VOTE</b> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Droit de vote proportionnel au capital social détenu, sauf disposition statutaire contraire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› À prévoir dans les statuts, tenir compte de la qualité même d'associé, de la participation au travail et, sauf exception, du nombre de parts de capital possédées (article R.323-24 CRPM)</li> <li>› Principe "une voix par associé" généralement prévu dans les statuts types</li> </ul>		Voir SCEA	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Droit de vote proportionnel au capital social détenu, mais une disposition peut prévoir que les associés exploitants peuvent se répartir de façon égalitaire les droits de vote qu'ils détiennent ensemble</li> </ul>	Voir SCEA
<b>RÉMUNÉRATION DES ASSOCIÉS EXPLOITANTS (HORS GÉRANTS)</b> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Rémunération non obligatoire fixée par les statuts ou l'assemblée générale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Rémunération comprise entre 1 et 6 fois le Smic (article R.323-36 CRPM)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>› Rémunération non obligatoire fixée par les statuts ou l'assemblée générale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Rémunération des associés exploitants comprise entre 1 et 3 fois le Smic (article R.324-3 CRPM)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>› Aucune obligation en la matière</li> </ul>



# GÉRANCE

Forme juridique	SCEA	GAEC		GFA (exploitant)	EARL	SARL de famille
<b>NOMBRE</b>  	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un ou plusieurs gérants, statutaires ou non, choisis parmi les associés ou des tiers, personnes physiques ou morales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un ou plusieurs gérants, statutaires ou non, mais uniquement choisis parmi les associés (article R.323-24 CRPM)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Un ou plusieurs gérants, statutaires ou non, mais choisis parmi les associés exploitants (article L.322-12 CRPM)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un ou plusieurs gérants, statutaires choisis obligatoirement parmi les associés exploitants (article L.324-8 CRPM)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un ou plusieurs gérants, statutaires ou non, personnes physiques, associés exploitants ou non</li> </ul>
<b>NOMINATION</b>  	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nomination et révocation par des associés, représentant plus de la moitié des parts sociales, sauf dispositions statutaires contraires</li> <li>Durée des fonctions liée à la durée de la société, sauf dispositions statutaires contraires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nomination et révocation par assemblée générale à la majorité simple dans les statuts types, sauf dispositions statutaires contraires</li> <li>Durée des fonctions liée à la durée de la société, sauf dispositions statutaires contraires</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Nomination et révocation par décision des associés, représentant plus de la moitié des parts sociales, sauf dispositions statutaires contraires</li> </ul>	Voir SCEA	Voir SCEA
<b>RÉMUNÉRATION</b>  	<ul style="list-style-type: none"> <li>Libre, fixée par les statuts ou l'assemblée générale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rémunération comprise entre 1 et 6 fois le Smic fixée dans les conditions définies par les statuts (article R.323-36 CRPM)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Libre, fixée par les statuts ou l'assemblée générale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rémunération comprise entre 1 fois et 4 fois le Smic fixée dans les conditions définies par les statuts (article R.324-3 CRPM)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Libre, fixée par les statuts ou en assemblée générale ordinaire</li> </ul>




# TERRES ET FORMALITÉS DE CONSTITUTION

Forme juridique	SCEA	GAEC		GFA (exploitant)	EARL	SARL de famille
<p><b>MISE À DISPOSITION ET APPORT DES BAUX</b></p> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mise à disposition des terres louées : possible même si certains associés ne participent pas à l'exploitation* ou si des personnes morales sont associées minoritaires** (article L.411-37 CRPM)</li> <li>➤ Apport du bail : possible, avec accord du propriétaire, mais cet apport ne peut être rémunéré par des parts sociales (articles L.411-38 et L.411-74 CRPM)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mise à disposition des terres louées : possible (article L.323-14 CRPM)</li> <li>➤ Apport du bail : possible, avec accord du propriétaire, mais il ne peut être rémunéré par des parts sociales (articles L.411-38 et L.411-74 CRPM)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mise à disposition des terres louées : possible si le preneur est associé exploitant dans la société (article L.411-37 CRPM) même si les associés ne sont pas tous associés exploitants</li> <li>➤ Apport du bail : difficile à envisager (application combinée des articles L.322-8 et L.411-75 CRPM)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mise à disposition des terres louées : possible si le preneur est associé exploitant dans la société (article L.411-37 CRPM)</li> <li>➤ Apport du droit au bail : possible avec accord du propriétaire mais apport ne pouvant être rémunéré par des parts sociales (articles L.411-38 et L.411-74 CRPM)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mise à disposition des terres louées : possible, même si certains associés ne participent pas à l'exploitation ou si des personnes morales sont associées minoritaires** (article L. 411-37 CRPM) <i>Rappel personne morale : perte du caractère familial (IS)</i></li> <li>➤ Apport du droit au bail : impossible, même avec accord du propriétaire</li> </ul>
<p><b>FORMALITÉS DE CONSTITUTION</b></p> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Statuts établis par écrit</li> <li>➤ Statuts sous signature privée ou acte notarié si apports immobiliers</li> <li>➤ Enregistrement des statuts au service des impôts le cas échéant</li> <li>➤ Insertion dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social</li> <li>➤ Immatriculation au Registre du commerce et des sociétés (RCS)</li> <li>➤ Insertion au Bodacc</li> <li>➤ Publicité foncière en cas d'apport de biens immobiliers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Statuts établis par écrit</li> <li>➤ Agrément du préfet après avis de la CDOA</li> <li>➤ Statuts sous signature privée ou acte notarié si apports immobiliers</li> <li>➤ Enregistrement des statuts au service des impôts le cas échéant</li> <li>➤ Insertion dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social</li> <li>➤ Immatriculation au Registre du commerce et des sociétés (RCS)</li> <li>➤ Dispense de publication au Bodacc (article R.323- 16 CRPM)</li> <li>➤ Publicité foncière en cas d'apport de biens immobiliers</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Statuts établis par écrit</li> <li>➤ Statuts sous signature privée ou acte notarié si apports immobiliers</li> <li>➤ Enregistrement des statuts au service des impôts le cas échéant</li> <li>➤ Insertion dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social</li> <li>➤ Immatriculation au Registre du commerce et des sociétés (RCS)</li> <li>➤ Insertion au Bodacc</li> <li>➤ Publicité foncière en cas d'apport de biens immobiliers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Statuts établis par écrit</li> <li>➤ Statuts sous signature privée ou acte notarié si apports immobiliers</li> <li>➤ Enregistrement des statuts au service des impôts le cas échéant</li> <li>➤ Insertion dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social</li> <li>➤ Immatriculation au Registre du commerce et des sociétés (RCS)</li> <li>➤ Insertion au Bodacc</li> <li>➤ Publicité foncière en cas d'apport de biens immobiliers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Statuts établis par écrit</li> <li>➤ Statuts sous signature privée ou acte notarié si apports immobiliers</li> <li>➤ Enregistrement des statuts au service des impôts le cas échéant</li> <li>➤ Insertion dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social</li> <li>➤ Immatriculation au Registre du commerce et des sociétés (RCS)</li> <li>➤ Insertion au Bodacc</li> <li>➤ Publicité foncière en cas d'apport de biens immobiliers</li> </ul>

\*Uniquement pour les baux conclus ou renouvelés à compter du 23 février 2005

\*\*Uniquement pour les baux conclus ou renouvelés à compter du 07 janvier 2006




## DROITS D'ENREGISTREMENT (société soumise à l'impôt sur le revenu)

Forme juridique	SCEA	GAEC		GFA (exploitant)	EARL	SARL de famille
<p><b>APPORTS N'ENTRANT PAS DANS LE CHAMP D'APPLICATION DE LA TVA IMMOBILIÈRE</b></p> <p><b>AUGMENTATION DE CAPITAL</b></p> <p><b>CONSTITUTION</b></p> 	<p>➤ Purs et simples : 375 €* ou exonération (lors de la constitution)</p> <p>➤ À titre onéreux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Meuble : 125 € (en pratique pas appelé)</li> <li>• Immeuble : <ul style="list-style-type: none"> <li>- principe : 5%</li> <li>- 375 €* si apports dans les conditions de l'article 151 octies du CGI et engagement de conservation des titres pendant 3 ans (article 809 Ibis du CGI) ou exonération lors de la constitution</li> </ul> </li> </ul>	<p>➤ Purs et simples : 375 €* ou exonération (lors de la constitution)</p> <p>➤ À titre onéreux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Meuble : 125 €* (en pratique pas appelé)</li> <li>• Immeuble : <ul style="list-style-type: none"> <li>- principe : 5%</li> <li>- avec prise en charge de passif : 375 €* (ou exonération lors de la constitution)</li> </ul> </li> </ul>		<p>➤ Purs et simples : 375 € ou exonération (lors de la constitution)</p> <p>➤ À titre onéreux : voir GAEC</p>	<p>➤ Purs et simples : 375 €* ou exonération (lors de la constitution)</p> <p>➤ À titre onéreux : voir GAEC</p>	<p>➤ Purs et simples : 375 €* ou exonération (lors de la constitution)</p> <p>➤ À titre onéreux : voir SCEA</p>
<p><b>CESSION DE PARTS</b></p> 	<p>➤ Droit fixe de 125 € (article 730 bis CGI)</p>	Voir SCEA		Voir SCEA	Voir SCEA	<p>➤ Principe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 3% (abattement proportionnel sur l'assiette du droit plafonné à 23 000 €)</li> <li>• Droit de vente correspondant à la nature des biens représentés par les parts si cession dans les 3 ans de l'apport**</li> </ul>
<p><b>PARTAGE</b></p> 	<p>➤ 2,5% sur actif partagé</p> <p>➤ Droit de vente sur biens apportés et repris par un associé, autre que l'apporteur**</p> <p>➤ Exonération sur les biens apportés et repris par l'apporteur**</p>	Voir SCEA		Voir SCEA	Voir SCEA	Voir SCEA

\*Si capital < à 225 000 € ou 500 € dans les autres cas

\*\*Il existe toutefois des exceptions à ce principe

# IMPOSITION DES BÉNÉFICES

Forme juridique	SCEA	GAEC		GFA (exploitant)	EARL	SARL de famille
<b>IMPÔTS SUR LE REVENU</b>  <b>BÉNÉFICES AGRICOLES</b> 	<p>➤ Les résultats sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Déterminés au niveau de la société</li> <li>• Imposés entre les mains des associés</li> </ul> <p>Abattement de 50% au titre des 60 premiers mois d'activité (porté à 100% au titre de l'exercice en cours à la date d'inscription en comptabilité de la DJA*) pour les jeunes agriculteurs associés s'ils sont bénéficiaires des aides à l'installation.</p> <p>➤ Création avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997 : régime réel si moyenne des recettes &gt; 82 800 €</p> <p>➤ Création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997 : régime réel obligatoire</p>	<p>➤ Les résultats sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Déterminés au niveau de la société</li> <li>• Imposés entre les mains des associés</li> </ul> <p>Abattement de 50% : voir SCEA</p> <p>➤ Passage au réel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Recettes inférieures à 352 000 € limite : 82 800 € x N**</li> <li>• Recettes supérieures à 352 000 € limite : 82 800 € x 60 % x N</li> </ul>		<p>➤ Les résultats sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Déterminés au niveau de la société</li> <li>• Imposés entre les mains des associés</li> </ul> <p>Abattement de 50% : voir SCEA</p> <p>➤ Création avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997 : régime réel si moyenne des recettes &gt; 82 800 €</p> <p>➤ Création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997 : régime réel obligatoire</p> <p>Option pour le régime micro-BA possible pour l'EARL dont l'associé unique est une personne physique dirigeant l'exploitation (article 69 D CGI)</p>	<p>➤ Les résultats sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Déterminés au niveau de la société</li> <li>• Imposés entre les mains des associés</li> </ul> <p>Abattement de 50% : voir SCEA</p> <p>➤ Création avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997 : régime réel si moyenne des recettes &gt; 82 800 €</p> <p>➤ Création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997 : régime réel obligatoire</p> <p>IR possible sur option uniquement (article 239 bis AA CGI), sauf EURL</p>	
<b>APPLICATION DE L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS</b> 	<p>➤ Sur option irrévocable (articles 206.3 et 239.1 CGI)</p> <p>➤ De plein droit si réalisation d'opération BIC ou BNC excédant les seuils visés aux articles 75 et 75A CGI</p>	Voir SCEA		Voir SCEA	Voir SCEA	<p>➤ De plein droit, sauf en EURL</p> <p>➤ SARL ayant opté pour l'IR*** :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sur renonciation à l'option</li> <li>• En cas de perte du caractère familial de la société</li> </ul>

\*Dotation aux jeunes agriculteurs

\*\*N = nombre d'associés dont l'âge est inférieur à celui auquel leur est ouvert le droit à une pension de retraite

\*\*\* Pour les SARL ayant opté pour l'IR : le dépassement des seuils visés aux articles 75 et 75A du CGI, pour les opérations commerciales ou non commerciales n'entraîne pas le retour à l'IS, mais oblige à déclarer séparément les BA, les BIC et BNC

**Experts-comptables,  
experts du monde agricole et rural**

Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables  
19, rue Cognacq-Jay - 75341 Paris Cedex 07  
Tél. : 01 44 15 60 00 - Fax. : 01 44 15 90 05  
csoec@cs.experts-comptables.org

**ORDRE DES  
EXPERTS-COMPTABLES** 

[www.experts-comptables.fr](http://www.experts-comptables.fr)

Mise à jour septembre 2018